

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 96 — 1757

[S — C — 29266]

22 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot intrekking van het besluit van de Regering van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de Regering van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1996;

Gelet op de theorie van de intrekking van de bestuurshandelingen;

Overwegende dat administratieve beroepen die thans hangend zijn tegen het statuut van 10 april 1995 een algemeen vernietigingsmiddel vormen waardoor dat statuut met een werkelijke rechtsonzekerheid belast wordt, aangezien hetzelfde middel geleid heeft tot de vernietiging van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 22 juli 1996 genomen beslissing.

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van het besluit van de Regering van 10 april 1995 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden ingetrokken.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juli 1996.

De Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 96 — 1758

[C — 29268]

25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant, en ce qui concerne les membres du personnel dont l'établissement d'enseignement fait l'objet d'une fusion d'établissements, la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice modifié par les décrets des 21 décembre 1992, 19 juillet 1993, 27 décembre 1993, 27 octobre 1994, 22 décembre 1994, 10 avril 1995, 5 août 1995 et 2 avril 1996;

Vu l'arrêté royal, devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968, déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et

normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1969, 22 juillet 1969, 31 juillet 1969, 22 avril 1971, 7 mars 1979 et 1er août 1994, par les arrêtés de l'Exécutif des 2 octobre 1991, 24 août 1992 et 31 août 1992, par le décret du 19 juillet 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 21 janvier 1994, 4 juillet 1994, 16 janvier 1995 et 7 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment l'article 43bis inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, et l'article 43ter inséré par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements modifié par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983, par l'arrêté de l'Exécutif du 5 mai 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 17 janvier 1994, 4 juillet 1994, 28 août 1995 et 9 janvier 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du 18 juillet 1996 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux chefs d'établissement et à l'Administration de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder la réglementation en ces matières;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, affectés dans un établissement d'enseignement qui fait l'objet d'une fusion d'établissements.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° arrêté royal : l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

2° fusion égalitaire : la réunion en un seul établissement de plusieurs établissements qui disparaissent simultanément;

3° fusion par absorption : la réunion de plusieurs établissements; dont l'un continue à exister et absorbe l'autre ou les autres;

4° établissement A : l'établissement qui absorbe un ou plusieurs autres établissement(s);

5° établissement B : le ou les établissement(s) absorbé(s);

6° ancienneté de service : les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à la date de la fusion, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement de l'Etat, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone dans n'importe quelle catégorie de personnel soumise à l'arrêté royal; l'ancienneté de service est calculée conformément aux dispositions des articles 3sexies et 3septies de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

7° ancienneté de fonction : les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à la date de la fusion, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement de l'Etat, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone dans la fonction à laquelle le membre du personnel est nommé à titre définitif à la date de la fusion; l'ancienneté de fonction est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 de l'arrêté royal;

8° Ministre : le Ministre ayant dans ses attributions l'enseignement dispensé dans les établissements fusionnés;

9° emplois disponibles : les emplois disponibles dans une fonction considérée, conformément à l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

CHAPITRE II. — Dispositions communes applicables aux membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion égalitaire et aux membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion par absorption

Art. 3. Sans préjudice de l'ordre défini dans les articles 6 et 8 du présent arrêté et hormis les temporaires prioritaires, l'ancienneté de service départage les membres du personnel concernés et, en cas d'égalité d'ancienneté de service, l'ancienneté de fonction. En cas d'égalité d'ancienneté de service et d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Art. 4. Les temporaires prioritaires sont classés conformément à l'article 34, § 2, de l'arrêté royal.

Art. 5. Les services effectifs visés à l'article 51, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal, rendus par les membres du personnel des établissements d'enseignement officiel subventionnés repris par la Communauté française, sont calculés conformément aux dispositions prévues à l'article 2, 6° et 7° du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion égalitaire

Art. 6, § 1er. Les membres du personnel des établissements fusionnés sont affectés à l'établissement issu de la fusion égalitaire, dans la limite des emplois disponibles et selon l'ordre suivant :

- 1° les membres du personnel nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent à ce titre;
- 2° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;
- 3° les membres du personnel nommés à titre définitif, pour les prestations qui leur ont été confiées à titre de complément de charge;
- 4° les membres du personnel temporaires prioritaires;
- 5° les membres du personnel bénéficiaires d'un changement provisoire d'affectation;
- 6° les membres du personnel rappelés à l'activité de service pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés.

§ 2. 1° les membres du personnel visés au § 1er, 1°, qui ne peuvent être affectés sont mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° les membres du personnel visés au § 1er, 2°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi;

3° les membres du personnel visés au § 1er, 3°, qui ne peuvent obtenir un complément de charge se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de charge dans l'un des établissements fusionnés (perte partielle de charge ou charge incomplète);

4° les membres du personnel temporaires prioritaires visés au § 1er, 4°, qui ne peuvent être affectés sont, dans la mesure du possible, rappelés en service conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal;

5° les membres du personnel visés au § 1er, 5°, qui ne peuvent continuer à bénéficier d'un changement provisoire d'affectation reprennent leurs fonctions dans l'établissement où ils sont définitivement affectés; si l'emploi dont ils étaient titulaires a été déclaré vacant, conformément à l'article 48, § 6 de l'arrêté royal, et que, dans leur établissement, tout emploi vacant correspondant à la fonction à laquelle ils sont nommés est occupé par un temporaire prioritaire, ils sont mis en disponibilité par défaut d'emploi;

6° les membres du personnel visés au § 1er, 6°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

CHAPITRE IV. — Dispositions applicables aux membres du personnel dont l'établissement fait l'objet d'une fusion par absorption

Art. 7. Les membres du personnel de l'établissement B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité et rappelés à l'activité de service pour une période indéterminée sont respectivement mis et mis à nouveau en disponibilité par défaut d'emploi à la date de la fusion.

Il est mis fin, au plus tard, la veille de la fusion par absorption, aux prestations que les membres du personnel non visés à l'alinéa précédent exercent dans l'établissement B.

Art. 8, § 1er. Les emplois disponibles dans l'établissement A sont attribués, à la date de la fusion, selon l'ordre suivant :

- 1° aux membres du personnel de l'établissement A nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exercent en cette qualité;
- 2° aux membres du personnel rappelés à l'activité de service dans l'établissement A pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;
- 3° par rappel provisoire à l'activité de service, aux membres du personnel de l'établissement B nommés à titre définitif dans la fonction qu'ils exerçaient en cette qualité;
- 4° par rappel provisoire à l'activité de service, aux membres du personnel rappelés à l'activité de service dans l'établissement B pour une durée indéterminée dans la fonction à laquelle ils sont nommés;
- 5° aux membres bénéficiaires, dans l'établissement A, d'un complément de charge qui, s'il échet, peut être complété;
- 6° aux membres du personnel temporaires prioritaires de l'établissement A;
- 7° aux membres du personnel bénéficiaires d'un changement provisoire d'affectation dans l'établissement A,

8° aux membres du personnel qui ont été rappelés à l'activité de service dans l'établissement A pour une durée indéterminée dans une fonction autre que celle à laquelle ils sont nommés.

§ 2. 1° les membres du personnel visés au § 1er, 3° et 4°, à qui ne peut être attribué un emploi restent en disponibilité par défaut d'emploi;

2° les membres du personnel visés au § 1er, 5°, qui ne peuvent obtenir un complément de charge comme précisé ci-dessus se retrouvent dans la situation qui était la leur avant que ne leur ait été attribué un complément de charge (perte partielle de charge ou charge incomplète);

3° les membres du personnel temporaires prioritaires visés au § 1er, 6°, à qui ne peut être attribué un emploi sont, dans la mesure du possible, rappelés en service conformément aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté royal;

4° les membres du personnel visés au § 1er, 7°, qui ne peuvent continuer à bénéficier d'un changement provisoire d'affectation reprennent leurs fonctions dans l'établissement où ils sont définitivement affectés; si l'emploi dont ils étaient titulaires a été déclaré vacant, conformément à l'article 48, § 6 de l'arrêté royal, et que, dans leur établissement, tout emploi vacant correspondant à la fonction à laquelle ils sont nommés est occupé par un temporaire prioritaire, ils sont mis en disponibilité par défaut d'emploi;

5° les membres du personnel visés au § 1er, 8°, qui ne peuvent être rappelés à l'activité de service sont remis en disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 9. Pour autant qu'un emploi vacant puisse leur être attribué dans l'établissement A, les membres du personnel visés à l'article 8, § 1er, 2°, sont réaffectés définitivement dans cet établissement à la date de la fusion.

Art. 10. Pour autant qu'un emploi vacant puisse leur être attribué dans l'établissement A, les membres du personnel visés à l'article 8, § 1er, 3°, sont réaffectés définitivement dans cet établissement le 1er octobre suivant la date de la fusion.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 11. Par dérogation aux dispositions prévues dans les articles 26bis à l'exception du § 1er, alinéa 2, 46, § 1er, alinéa 1er et 167 de l'arrêté royal, le Ministre procède à l'affectation, à la mise en disponibilité par défaut d'emploi, au rappel provisoire à l'activité de service, à la réaffectation des membres du personnel concernés et met fin à leurs prestations, dans le respect des dispositions contenues dans le présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 1996.

Art. 13. La Ministre-Présidente, ayant le statut des membres du personnel de la Communauté française dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 96 — 1758

[C — 29268]

25 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging, voor het personeel van gefuseerde inrichtingen, van de reglementering betreffende het administratief statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch en het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 dd. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992, 18 mei en 27 december 1993;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het voltijds secundair onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 21 december 1992, 19 juli 1993, 27 december 1993, 27 oktober 1994, 22 december 1994, 10 april 1995, 5 augustus 1995 en 2 april 1996;

Gelet op het koninklijk besluit, nu besluit van de Executieve d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 15 juli 1969, 22 juli 1969, 31 juli 1969, 22 april 1971, 7 maart 1979 en 1 augustus 1994, bij besluiten van de Executieve d.d. 2 oktober 1991, 24 augustus 1992 en 31 augustus 1992, bij decreet van 19 juli 1993 en bij besluiten van de Regering van 21 januari 1994, 4 juli 1994, 16 januari 1995 en 7 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 29 augustus 1985 en 11 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 27 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni en 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 en 27 april 1995, 9 januari 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974, ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, inz. artikel 43bis, ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993 en gewijzigd bij besluit van de Regering d.d. 4 juli 1994, en artikel 43ter ingevoegd bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1974, ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, van de internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 226 van 7 december 1983, bij besluit van de Executieve d.d. 5 mei 1993 en bij besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 17 januari 1994, 4 juli 1994, 28 augustus 1995 en 9 januari 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking en de daaruit voortvloeiende reëfectatie in het begin van het schooljaar moeten plaatsvinden en onverwijld geregeld moeten worden om de inrichtingshoofden en het bestuur de nodige maatregelen tijdig te laten treffen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 22 juli 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, aangesteld in een onderwijsinrichting die het voorwerp is van een samenvoeging.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden :

1° onder koninklijk besluit : koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

2° egalitaire fusie : de vereniging tot één inrichting van verschillende inrichtingen die tegelijk verdwijnen;

3° samenvoeging door opslorping : de vereniging van verschillende inrichtingen waarvan één blijft bestaan en de andere opslorpt;

4° inrichting A : de inrichting die één of meer inrichtingen opslorpt;

5° inrichting B : de opgeslorpte inrichting(eren);

6° dienstanciënniteit : de werkelijke diensten die het personeelslid in het Rijksonderwijs, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of van de Duitstalige Gemeenschap in om het even welke personeelscategorie die aan het koninklijk besluit is onderworpen bewezen heeft; de dienstanciënniteit wordt berekend overeenkomstig de artikelen 3sexies en 3septies van het koninklijk besluit van 18 januari 1979 genomen ter uitvoering van artikel 164 van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

7° ambtsanciënniteit : de werkelijke diensten die het personeelslid heeft bewezen op de datum van de samenvoeging, in om het even welk ambt, in het Rijksonderwijs, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap in het ambt waartoe het personeelslid vast benoemd is op de datum van de fusie; de ambtsanciënniteit wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het koninklijk besluit berekend;

8° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het in de samengevoegde inrichtingen verstrekte onderwijs behoort;

9° beschikbare betrekkingen : de beschikbare betrekkingen in een in aanmerking genomen ambt, overeenkomstig het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1969 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen.

HOOFDSTUK II. — Gemeenschappelijke bepalingen toepasselijk op de personeelsleden waarvan de inrichting het voorwerp is van een egalitaire samenvoeging en op de personeelsleden waarvan de inrichting het voorwerp is van een samenvoeging door opslorping

Art. 3. Onverminderd de in de artikelen 6 en 8 van dit besluit bepaalde orde en buiten de prioritair tijdelijken moet de dienstanciënniteit en, bij gelijke dienstanciënniteit, de ambtsanciënniteit doorslaggevend zijn. Bij gelijke dienst- en ambtsanciënniteit moet voorrang verleend worden aan het oudste personeelslid.

Art. 4. De prioritair tijdelijken worden overeenkomstig artikel 34, § 2 van het koninklijk besluit gerangschikt.

Art. 5. De in artikel 51, § 2, lid 3 van het koninklijk besluit bedoelde werkelijke diensten bewezen door personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap overgenomen gesubsidieerde officiële onderwijsinrichtingen, worden overeenkomstig de in artikel 2, 6° en 7° van dit besluit berekend.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen van toepassing op de personeelsleden waarvan de inrichting het voorwerp is van een egalitaire samenvoeging

Art. 6. § 1. De personeelsleden van de samengevoegde inrichtingen worden aangesteld in de uit de egalitaire samenvoeging voortspruitende inrichting, binnen de perken van de beschikbare betrekkingen en volgens onderstaande volgorde :

- 1° de personeelsleden die vast benoemd zijn in het ambt dat zij werkelijk uitoefenen;
 - 2° de personeelsleden die voor onbepaalde duur teruggeroepen werden in actieve dienst in het ambt waarvoor zij vast benoemd werden;
 - 3° de vastbenoemde personeelsleden voor de prestaties die hun als bijbetrekking werden toevertrouwd;
 - 4° de prioritair tijdelijke personeelsleden;
 - 5° de personeelsleden die een voorlopige aanstellingsverandering genieten;
 - 6° de personeelsleden die voor onbepaalde duur teruggeroepen werden in actieve dienst in een ander ambt dan dat waarvoor zij vast benoemd werden.
- § 2. 1° de in § 1, 1° bedoelde personeelsleden die niet kunnen worden aangesteld, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking;
- 2° de in § 1, 2° bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst kunnen worden teruggeroepen, worden ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking;
- 3° de in § 1, 3° bedoelde personeelsleden die geen aanvullende opdracht mogen krijgen verkeren in de stand die de hurne was voordat een aanvullende opdracht hun werd toegekend in één van de samengevoegde inrichtingen (gedeeltelijk opdrachtverlies of onvolledige opdracht);
- 4° de in § 1, 4° bedoelde prioritair tijdelijke personeelsleden worden, in de mate van het mogelijke, in dienst teruggeroepen overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van voormeld koninklijk besluit;
- 5° de in § 1, 5° bedoelde personeelsleden die geen voorlopige aanstellingsverandering mogen blijven genieten, hervatten hun ambt in de inrichting waar zij definitief werden aangesteld; indien de betrekking waar zij titularis van waren, open verklaard werd, overeenkomstig artikel 48, § 6, van het koninklijk besluit en indien elke betrekking die overeenkomst met het ambt waarin zij werden benoemd, in hun schoolinrichting, door een prioritair tijdelijke wordt bekleed, worden zij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking;
- 6° de in § 1, 6° bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst mogen worden teruggeroepen, worden wegens ontstentenis van betrekking weer ter beschikking gesteld.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden waarvan de schoolinrichting het voorwerp is van een samenvoeging door opslorping

Art. 7. De personeelsleden van inrichting B, vast benoemd in een ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen, en teruggeroepen in actieve dienst voor onbepaalde duur, worden respectievelijk ter beschikking gesteld en weer ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking op de datum van de samenvoeging.

Een einde wordt uiterlijk de dag vóór de samenvoeging door opslorping gemaakt aan de prestaties die de in vorig lid niet bedoelde personeelsleden in inrichting B uitoefenen.

Art. 8. § 1. De in inrichting A beschikbaar zijnde betrekkingen worden op de datum van de samenvoeging, volgens onderstaande volgorde toegekend :

- 1° aan de personeelsleden van inrichting A, vast benoemd in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenen;
 - 2° aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur in actieve dienst in inrichting A teruggeroepen worden in het ambt waarvoor zij vast benoemd werden;
 - 3° door voorlopige wederoproeping in actieve dienst aan de personeelsleden van inrichting B die vast benoemd werden in het ambt dat zij in deze hoedanigheid uitoefenden;
 - 4° door voorlopige terugroeping in actieve dienst aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur in actieve dienst werden teruggeroepen in inrichting B in het ambt waarin zij werden benoemd;
 - 5° aan de personeelsleden die in inrichting A een aanvullende opdracht genoten die eventueel kan worden aangevuld;
 - 6° aan de prioritair tijdelijke personeelsleden van inrichting A;
 - 7° aan de personeelsleden die een voorlopige aanstellingsverandering in inrichting A genieten;
 - 8° aan de personeelsleden die voor onbepaalde duur in actieve dienst in inrichting A werden teruggeroepen in een ander ambt dan dat waarvoor zij vast benoemd werden.
- § 2. 1° de in § 1, 3° en 4° bedoelde personeelsleden aan wie geen betrekking kan worden toegekend blijven ter beschikking wegens ontstentenis van betrekking;
- 2° de in § 1, 5° bedoelde personeelsleden die geen aanvullende opdracht zoals boven vermeld mogen verkrijgen verkeren in de stand waarin zij zich bevonden voordat een aanvullende opdracht hun werd toegekend (gedeeltelijk opdrachtverlies of onvolledige opdracht);
- 3° de in § 1, 6° bedoelde prioritair tijdelijke personeelsleden aan wie geen betrekking mag worden toegekend, worden in de mate van het mogelijke in dienst teruggeroepen overeenkomstig de bepalingen van artikel 37 van het koninklijk besluit;

4° de in § 1, 7° bedoelde personeelsleden die geen voorlopige aanstellingsverandering mogen blijven genieten, hervatten hun ambt in de inrichting waar zij definitief werden aangesteld; indien de betrekking waarvan zij titularis waren, open werd verklaard overeenkomstig artikel 48, § 6 van het koninklijk besluit en indien elke vacante betrekking overeenstemmend met het ambt waarin zij werden benoemd, in hun inrichting door een prioritair tijdelijke wordt bekleed, worden zij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking;

5° de in § 1, 8° bedoelde personeelsleden die niet in actieve dienst mogen worden teruggeroepen, worden wegens ontstentenis van betrekking opnieuw ter beschikking gesteld.

Art. 9. De in artikel 8, § 1, 2° bedoelde personeelsleden worden, voor zover een vacante betrekking hun mag worden toegekend in inrichting A, in deze inrichting op de datum van de fusie definitief gereffecteerd.

Art. 10. Mits een vacante betrekking in inrichting A kan toegewezen worden aan de in artikel 8, § 1, 3° bedoelde personeelsleden, worden zij er voorgoed gereffecteerd op 1 oktober na de datum van de samenvoeging.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. In afwijking van artikelen 26bis, behalve § 1, 2e lid, 46, § 1, 1e lid, en 167 van het koninklijk besluit, voorziet de Minister in de reffectatie, terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, voorlopige terugroeping in actieve dienst, reffectatie van de betrokken personeelsleden en maakt hij een einde aan hun prestaties, met inachtneming van de bepalingen van dit besluit.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1996.

Art. 13. De Minister-Voorzitter, bevoegd voor het statuut van het personeel van de Franse Gemeenschap, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 96 — 1759

[C — 29269]

25 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 1995;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 septembre 1991;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole de négociation du 18 juillet 1995 du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les mises en disponibilité par défaut d'emploi et les réaffectations en découlant doivent être réalisées en début d'année scolaire; qu'afin de permettre aux pouvoirs organisateurs de prendre les dispositions qui s'imposent en temps utile, il importe d'adopter sans tarder les modifications à la réglementation existante en la matière;